

ON APPROCHE LENTEMENT DU GOUFFRE

par **Jean-Marie DARMIAN**

L'Autre Quotidien | 03 mars 2009 |

Il devrait y avoir une cérémonie des César réservée aux Ministres. Chaque année, on pourrait remettre une compression de billets de banque au meilleur d'entre eux, dans diverses catégories : meilleur scénario de réforme, meilleur second rôle ministériel, meilleure musique à endormir l'opinion, meilleur interprète des volontés présidentielles, meilleur espoir féminin ou masculin, meilleure réalisation, meilleur montage d'opérations sans suite ... Le jury ne serait pas un jury populaire mais issu du monde politique, afin que les intrigues puissent jouer leur rôle essentiel dans ce type de récompense. On publierait une liste de nominés choisis par le conseil constitutionnel, et elle serait ensuite adressée aux députés, aux sénateurs et aux grands élus locaux, qui se feraient un malin plaisir de juger celles et ceux qui sont censés être en haut de l'affiche.

Il existe déjà des "hors concours", pouvant être récompensés pour l'ensemble de leur œuvre. Parmi ceux-ci on peut, sans discuter, accorder un premier prix à Christine Lagarde qui, dans l'adaptation, démontre un talent exceptionnel. Il faudrait pour s'en persuader reprendre les dialogues qu'elle a mis en scène depuis des mois. C'est proprement sublime, car il s'agit véritablement d'une virtuose de l'effet d'annonce. Elle est capable de passer de la comédie la plus pure à la tragédie la plus feinte. Elle a démontré un talent exceptionnel dans la promotion de ce qui ne peut relever que du théâtre politique.

Par exemple après avoir soutenu mordicus que la récession n'existerait jamais dans notre pays, et que la croissance serait faible mais réelle, elle a hier changé de registre. La ministre de l'Economie a confirmé hier l'information selon laquelle le PIB français allait reculer de 1,5% en 2009. Elle avoue, désormais, la destruction de 300.000 emplois en 2009, « conséquence logique » (sic) de la dégradation économique. « *Nous sommes dans une crise économique internationale* », a-t-elle dit, reprenant ainsi son rôle, en marge de la visite d'une entreprise en Haute-Saône. « *La Commission européenne prévoyait pour la France une baisse du PIB de 1,8%, le FMI une baisse de 1,9%. Alors que la zone Euro enregistre -2% (...), un recul de 1,5%, c'est beaucoup mieux* », a-t-elle ajouté sans rire ! Rappelons qu'elle avait déjà fait le coup à de multiples reprises et qu'elle se contente de redonner son texte sans en changer l'intrigue : « *ce n'est pas notre faute mais celle des voisins, et en plus ils sont tous plus mauvais que nous !* »

VERS LA VERITE

La ministre a estimé que la destruction de plus de 300.000 emplois en 2009 était « la conséquence logique du ralentissement de l'économie », versant dans la lapalissade, mais aussi dans le constat d'un haut niveau d'analyse. Il va lui falloir cependant beaucoup de persuasion pour convaincre les 300 000 chômeurs, record absolu d'augmentation sur un an, que ce n'est « *qu'un ralentissement* » qui les plonge dans le gouffre de l'inactivité.

« Nous sommes plus près de la relance que beaucoup de nos voisins », a-t-elle encore souligné en présence du secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, Alain Joyandet, dont le poids est considérable en période de crise, mais qui pourrait être nommé comme second rôle. Il faut bien convenir que c'est plutôt dans la catégorie du mime que certains pourraient être candidats ! Quand l'OCDE planchait sur l'avenir de la France, dès novembre 2008, le programme était déjà fixé. Elle tirait la sonnette d'alarme, en publiant ses perspectives économiques. La crise financière internationale devait plonger la France dans la récession jusqu'au milieu de l'année 2009, avec un taux de chômage à 8,2% de la population active, et un déficit public se creusant nettement de 2,9% du PIB en 2008 à 3,7% en 2009.

Selon l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, la croissance française ne devait être que de 0,9% en 2008 et le PIB reculerait de 0,4% en 2009 avant de se redresser fortement en 2010 (+1,5%). Le gouvernement français tablait alors pour sa part sur une croissance comprise entre 0,2 et 0,5% en 2009, et de 2,0% en 2010, soit 0,5% de plus que l'OCDE... On verra qui aura finalement raison, mais il faut reconnaître que, déjà, madame la Ministre a accompli un grand pas vers la vérité puisque nous avons abandonné ces prévisions pour annoncer -2 % et surtout 300 000 chômeurs qui pourraient être en septembre-octobre beaucoup plus nombreux, avec tous les étudiants en recherche d'emplois !

Le déficit public (Etat, sécurité sociale et collectivités locales) devrait passer de 2,9% du PIB cette année à 3,7% l'an prochain, puis à 3,9% en 2010, bien au-delà de la limite de 3% autorisée par la Commission européenne. Dans le même temps, la dette publique devrait dépasser 70% du PIB d'ici 2010, alors que le pacte de stabilité européen préconise un taux de 60% au plus. L'objectif du gouvernement français est de ramener le déficit public à 2,7% du PIB en 2010, après l'avoir laissé se creuser à 3,1% en 2009 en raison de l'impact de la crise sur les finances publiques.

PLAN INUTILE

Il faut maintenant passer sous les fourches caudines de Bruxelles. Ces prévisions révisées seront présentées demain en conseil des ministres, à l'occasion d'un collectif budgétaire qui intégrera aussi les mesures sociales d'un montant de 2,6 milliards d'euros, annoncées le 18 février par Nicolas Sarkozy... mais pour lesquelles on a accordé le maximum d'exonérations à ceux qui pouvaient se les procurer. La France, qui tablait jusqu'à maintenant sur une croissance de 0,2% à 0,5% et sur un déficit à 4,4% du PIB, doit transmettre à la Commission européenne ses prévisions actualisées à l'occasion de l'Eurogroupe et de l'Ecofin des 9 et 10 mars prochains. La Commission européenne a ouvert mi-février une procédure pour déficit excessif contre la France. Les responsables français ont répondu que le creusement du déficit est une conséquence des mesures de soutien à l'économie préconisées par Bruxelles.

Les nouvelles prévisions de croissance doivent être débattues le 17 mars par la Commission économique de la nation, qui réunit économistes et personnalités qualifiées... mais on sait dès maintenant qu'elles seront minimisées, pour ne pas affoler une bourse qui s'enfonce chaque jour un peu plus ! C'est devenu un secret de Polichinelle, tout le monde sait, en effet, qu'un nouveau plan de relance sera nécessaire pour faire face à une crise économique d'une ampleur inédite, et dont on aperçoit seulement le début. Tout ce qui a été fait depuis trois mois n'a constitué que des rustines sur une chambre à air percée de toute part, et qui perd tout son contenu au fur et à mesure qu'on lui insuffle ... du vent. En fait, tôt ou tard, il faudra relancer la consommation, revenir sur le bouclier fiscal, admettre que le salut ne passe pas par des réformes aussi décalées et inutiles, dans le contexte actuel, que celle des collectivités locales.

Ces résultats sont « un véritable constat d'échec » de la politique économique du gouvernement et du président de la République, assène Michel Sapin, secrétaire national du PS à l'économie. Il rappelle la position du PS pour sortir de la crise : « *un plan de relance massif, d'environ 50 milliards d'euros* » jouant sur la consommation et l'investissement, la suppression du mécanisme d'encouragement aux heures supplémentaires, « *véritable facteur de chômage* », et l'annulation du paquet fiscal. Il peut encore y croire, mais, pour des raisons purement idéologiques, l'Elysée fera la sourde oreille... même après le 19 mars, où il devrait y avoir une mobilisation sans précédent.

JOHNNY AU PARADIS

La consommation va baisser après l'effet « soldes », extrêmement factice. Le moral des consommateurs est au moins aussi bas que la confiance qu'ils accordent au Président. Il s'est légèrement dégradé en France. L'indicateur résumé de l'opinion des ménages en données corrigées des variations saisonnières ressort à -43 contre -41 en janvier, ce dernier chiffre ayant été révisé en baisse d'un point. Vingt et un économistes interrogés par Reuters prévoyaient en

moyenne un indicateur à -42, leurs estimations allant de -40 à -45. Le plus bas record, -47, avait été atteint en juillet 2008. Tous les soldes d'opinion composant l'indicateur résumé se sont repliés en février, mais de façon modérée, à l'exception du solde sur l'opportunité de faire des achats importants, qui est retombé de trois points. L'effet est immédiat, avec des ventes de voitures neuves en France qui ont baissé de 13,1% le mois dernier.

Le secteur de la construction immobilière est parmi les suivants à en pâtir. Le nombre de permis de construire s'est effondré en France au 3e trimestre 2008 de 23,3 % à 111.342 unités par rapport à la même période en 2007. Le nombre de mises en chantier a, lui aussi, reculé de 8,1 % à 110.329 unités sur la même période, selon le ministère de l'Écologie. Au cours des 12 derniers mois (d'octobre 2007 à septembre 2008), le repli est encore plus sensible. Le nombre de mises en chantier a baissé de 11,8 % à 385.143 unités tandis que le nombre de permis de construire s'affaisse de 18,2 % à 468.994 unités. Et ce n'est qu'un début. Le plan de relance n'y changera rien ! Comment les banquiers pourront-ils prêter à des couples voulant construire dont les emplois sont non pérennes, dont même l'avenir de fonctionnaire est limité ? Où prendront-ils les fonds, alors que les sommes allouées par l'Etat servent seulement à boucher les trous !

Si l'on parle du bouclier fiscal, qui devait permettre aux « exilés » de revenir payer des impôts en France, il faut évoquer le cas de l'ami intime du Président, Johnny Halliday, parti en Suisse pour éviter de participer à l'effort collectif de son pays d'adoption. Domicilié à Gstaad depuis deux ans, le rocker français révèle dans une interview au *Matin* payer « autour des 900.000 francs suisses (608.000 €). Et il annonce qu'il n'est pas question de revenir en France ! Il peut néanmoins s'inquiéter. Lorsqu'on lui a demandé si la Suisse serait inscrite sur la liste des paradis fiscaux préparée par les Européens pour le G20, Nicolas Sarkozy a répondu dimanche « qu'en l'état actuel des choses, sur la base de l'OCDE, la réponse est plutôt oui ». Pour le président français, il n'est « pas admissible qu'on garde des paradis fiscaux, c'est-à-dire des places financières qui ne déclarent pas l'origine de l'argent et la direction de l'argent ». Attention, Johnny, il est bien capable d'aller faire ouvrir, par des fonctionnaires en heures supplémentaires exonérées, ton coffre à Genève, pour obtenir un César du scénario.

Mais je déblogue...

par **Jean-Marie DARMIAN** publié dans : L'Autre Quotidien | 03 mars 2009 |